**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 2 MARS 2020**

L'an deux mil vingt, le deux mars, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame DOMINGUES Martine, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs DOMINGUES Martine, LEROY Maryse, RIVET Emmanuel, BERNARDON Patricia, DESCAMPS Cyril, CHEVAUX Christophe, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, PIERRE Florence, MAUPOU Emmanuel

SECRETARE DE SEANCE : Maryse LEROY

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 12/12/2019, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, deux délibérations, à savoir :

- Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
- Choix de l'entreprise pour les travaux de stationnement de la Grande Rue

Le Conseil Municipal accepte ces ajouts.

Délibération n°2020/01 : COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFERES – APPROBATION DU RAPPORT DU 12 FEVRIER 2020

Le Conseil Municipal,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L5211-5 II,

Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C alinéa 7 du IV,

Vu la délibération du conseil communautaire du 26/01/2017 portant création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), et en définissant la composition, soit un membre par commune, élu ou désigné par les communes membres,

Considérant que la mission de la CLECT est de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts ou rétrocessions de compétences entre communes et EPCI, afin de permettre le calcul des attributions de compensation,

Considérant que le rapport de la CLECT doit être approuvé par délibération concordantes à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L5211-5 du CGCT, c'est-à-dire par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population (alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies du CGI),

Considérant que ces délibérations doivent être prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le Président de la CLECT,

Considérant que la CLECT s'est réunie le 12/09/2017 pour élire son président et son vice-président,

Considérant que la CLECT s'est réunie le 12 février 2020 et a établi un rapport traitant des questions ci-énoncées, lequel est soumis à l'approbation du conseil municipal :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, DECIDE :

Art.1 – D'approuver les conclusions du rapport de la CLECT du 12/02/2020, tel qu'annexé à la présente délibération et portant :

-Sur l'organisation et gestion du transport scolaire avec une compétence et un intérêt communautaire restitués aux communes d'Aunay sous Auneau, Béville le comte, Chatenay, La Chapelle d'Aunainville, le Gué de Longroi, Léthuin, Levainville, Maisons, Mondonville Saint Jean, Morainville, Vierville au 1^{er} janvier 2020

Art.2- D'approuver les nouveaux montants d'attribution de compensation induits tels qu'indiqués dans le rapport de la CLECT du 12/02/2020.

Art.3- D'autoriser en conséquence Mme le maire ou son représentant à signer tous les documents afférents ; à transmettre la présente délibération à la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France.

Délibération n°2020/02 : CHOIX DE L'ENTREPRISE : STATIONNEMENT DE LA GRANDE RUE

Après l'étude de trois devis, avec 6 voix pour, 1 contre et 3 abstentions, la société TRUPIN a été retenue pour effectuer les travaux d'aménagement de stationnement dans la Grande Rue. Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 4 408.10 € HT.

Le plan de financement définitif s'établit comme suit :

Coût global H.T.	4 408.10 €
Subvention FDI 30 %	1 322.43 €
Autofinancement	3 967.29€
TOTAL T.T.C.	5 289.72€

Délibération n°2020/03 : CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES/HABILITATION CENTRE DE GESTION 28

Madame le Maire expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26 qui indique que les Centres de Gestion peuvent souscrire, pour le compte des collectivités de leur ressort qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers statutaires qu'elles supportent en raison de l'absentéisme de leurs agents ;

Considérant la possibilité pour la commune de Maisons de pouvoir souscrire un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

Considérant que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure-et-Loir peut souscrire un tel contrat, en mutualisant les risques ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de charger le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure-et-Loir de négocier un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'un assureur agréé, et se réserve la faculté d'y adhérer.

- Ce contrat devra couvrir tout ou partie des risques suivants :

■ agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Décès, Accident/maladie imputable au service, Maladie ordinaire, Longue maladie / Longue durée, Maternité-Paternité et accueil de l'enfant-Adoption, Temps partiel thérapeutique, Disponibilité d'office ;

■ agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

Accident du travail, Maladie professionnelle, Maladie ordinaire, Grave maladie, Maternité-Paternité et accueil de l'enfant-Adoption.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules.

Ce contrat devra également avoir les caractéristiques suivantes :

Durée: 4 ans
Régime: capitalisation.

Délibération n°2020/04 : RECRUTEMENT POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Madame le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter.

L'article 3 (1°) de la loi n° 84-53 précitée prévoit que les collectivités et établissements peuvent recruter par contrat des agents contractuels de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de 18 mois consécutifs.

Considérant qu'en raison de l'absence de l'agent titulaire pour raison médicale et suite à la démission de l'agent contractuel au 18/03/2020, il y aurait lieu de créer un emploi pour faire face à un accroissement temporaire d'activité allant du 19/03/2020 au 30/04/2020, lequel pourra être renouvelé, si les besoins du service le justifient, dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.

Cet agent assurera des fonctions d'agent des services techniques (espaces verts...)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
à l'unanimité,**

DECIDE

- 1) De créer, à compter du 19 mars 2020 jusqu'au 30 avril 2020, un poste non permanent sur le grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie C à 21 heures par semaine pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et autoriser le Maire à recruter un agent contractuel pour pourvoir cet emploi dans les conditions susvisées,**
- 2) D'autoriser le Maire à signer le contrat de recrutement et ses éventuels renouvellements dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.**
- 3) De fixer la rémunération de l'agent recruté au titre d'un accroissement temporaire d'activité comme suit :**

La rémunération de cet agent sera fixée sur un indice de la grille indiciaire relevant du grade d'Adjoint Technique assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité, en tenant compte des qualifications et de l'expérience de l'agent recruté.

Les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget au chapitre et article prévus à cet effet.

Délibération n°2020/05 : REMBOURSEMENT FRAIS KM POUR DEPLACEMENT DE L'AGENT ADMINISTRATIF

L'agent administratif, du fait de son poste, doit se rendre à des formations (CNFPT, urbanisme, assistant de prévention...) ou des réunions d'information (CCPEIDF, centre de gestion...).

Madame le Maire propose au conseil municipal de rembourser les frais kilométriques qu'engendre ces déplacements selon le barème publié par l'administration fiscale.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, décide du versement d'indemnités kilométriques à l'agent administratif de la commune. Un certificat administratif, précisant le détail des déplacements, signé du maire, accompagnera chaque mandat de dépense.

Délibération n°2020/06 : LISTE COMPLEMENTAIRE A CELLE DE L'ARRETE N°NOR/INT/B0100692A DU 26/10/2001 DES BIENS MEUBLES POUVANT ETRE IMPUTES EN SECTION D'INVESTISSEMENT

La circulaire NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 précise les règles relatives à l'imputation des dépenses du secteur public local :

Sont imputés à la section d'investissement :

- Les biens immeubles,
- Les biens meubles selon les règles décrites ci-après.
  - **Le critère de classement des biens meubles entre la section d'investissement et la section de fonctionnement n'est pas quantitatif mais technique :**
C'est la nature de l'opération qui est considéré et non son coût. Ainsi, sont des biens meubles imputés à la section d'investissement, quelle que soit leur valeur unitaire :
    - Les biens énumérés dans la liste de l'arrêté du 26 octobre 2001
    - Les biens meubles non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.

- **Lorsque le critère de la nature n'est pas opérant, la dépense est classée en investissement en fonction de son montant**

Ainsi, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, dont le montant unitaire dépasse 500 euros TTC à compter du 1^{er} janvier 2002 sont considérés comme des dépenses d'investissement.

En revanche, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, d'un montant unitaire inférieur à 500 euros TTC ne peuvent être imputés en section d'investissement, conformément à l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1998, **que s'ils figurent dans la liste élaborée par chaque collectivité** et ayant vocation à compléter le contenu des rubriques de la liste réglementaire. Cette liste locale doit faire l'objet d'une **délibération cadre annuelle** de l'assemblée délibérante. La délibération cadre est complétée, le cas échéant, en cours d'année par **délibération expresse**.

Il vous est proposé de compléter la liste réglementaire des biens meubles inférieurs à 500 € comme suit :

- Affûteur de chaîne	- Défibillateur	- Kit mulching pour tracteur tondeuse
- Aspirateur pour salle des fêtes	- Diable	- Lunette de protection
- Balai latéral de désherbage	- Disque dur externe	- Masque protection chimique
- Balai nettoyage	- Disqueuse	- Ordinateur
- Banc	- Equipements de Protection Individuelle (EPI)	- Outillage
- Barrière	- Elagueur télescopique	- Panneau de signalisation
- Bloc de secours	- Epandeur (sel de déneigement)	- Plaques de rues
- Boîte à lettres	- Escabeau	- Plastifieuse A4
- Cadre mural	- Etagère	- Poubelle extérieure
- Casque auditif	- Extincteur	- Relieuse électrique
- Casque de chantier	- Gant de ménage	- Reliure d'état civil
- Casque forestier	- Gant de protection	- Table salle des fêtes
- Cendrier	- Groupe électrogène	- Tampon
- Chaise salle des fêtes	- Harnais pour taille haie modèle trompe d'éléphant	- Téléphone
- Chariot de ménage	- Jardinière	- Tuyau d'arrosage
- Coffret à douille		- Vaisselle
- Compresseur à air		- Vêtement de travail
- Coupe branche télescopique		- Visseuse dévisseuse

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 ;

VU l'arrêté N° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21 ; L3221-2 et L4231-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (journal officiel du 15/12/2001) ;

VU la circulaire budgétaire NOR/INT/B/00059/C du 26/02/2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local ;

CONSIDERANT que l'article 47 de la loi de finance rectificative pour 1998 a modifié les articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 du CGCT en donnant à l'assemblée délibérante la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur peut être imputé en section d'investissement, s'agissant de biens ne figurant pas dans une liste et dont le montant est inférieur à un seuil, fixés par arrêté interministériel (500 € TTC) ;

Sur le rapport de Madame le Maire ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal

DECIDE d'imputer en section d'investissement les biens meubles de faible valeur mentionnés ci-dessus.

Délibération n°2020/07 : COMPTE DE GESTION – COMPTE ADMINISTRATIF -AFFECTATION DU RESULTAT 2019 DE LA COMMUNE

Le Conseil Municipal approuve le compte de gestion 2019 de la commune.

Compte administratif : Mme le Maire, ne devant pas prendre part au vote, sort de la salle.

Sous la présidence de M. FAGNON Christian, le conseil municipal vote le compte administratif 2019, avec 9 voix pour.

Les résultats de clôture sont les suivants :

COMMUNE

Excédent de fonctionnement	125 232.33 €
Déficit d'investissement	35 347.43 €

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide d'affecter le résultat 2019, tel qu'il suit :

- Résultat de fonctionnement reporté en recette compte 002 :	69 840.74 €
- Reste à réaliser en recette	14 148.00 €
- Reste à réaliser en dépense	34 192.12 €
- Résultat d'investissement reporté en dépense compte 001 :	35 347.43 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé 1068	55 391.59 €

Délibération n°2020/08 : COMPTE DE GESTION – COMPTE ADMINISTRATIF -AFFECTATION DU RESULTAT 2019 DU SERVICE DES EAUX

Le Conseil Municipal approuve le compte de gestion 2019 du service des eaux.

Compte administratif : Mme le Maire, ne devant pas prendre part au vote, sort de la salle.

Sous la présidence de M. FAGNON Christian, Le Conseil Municipal vote le compte administratif 2019 du service des eaux, avec 9 voix pour. Les résultats de clôture sont les suivants :

Excédent d'exploitation	36 942.79 €
Excédent d'investissement	2 453.39 €

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide d'affecter le résultat 2019, tel qu'il suit :

- Résultat de fonctionnement reporté en recette 002 :	36 942.79 €
- Excédent d'investissement reporté en recette 001 :	2 453.39 €

QUESTIONS DIVERSES :

Compte rendu de l'Assemblée Générale de Eure Et Loir Ingénierie du 02/03/2020 :

L'instruction d'un permis de construire est facturé 100 € à la commune pour le moment. Mais cette somme ne couvrant pas tous les frais, celle-ci devrait passer à 120 €.

De plus, étant donné l'évolution des coûts de fonctionnement la contribution des communes devrait être revue à la hausse.

Parterre de la pointe à la jonction de la Rue du Parc et la Rue du Four à chaux

Les pavés de récupération (installés préalablement au sol devant la cour de la mairie), remplaceront les piquets de bois en fin de vie et retiendront la terre du parterre de ladite pointe.

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 24 AVRIL 2020

L'an deux mil vingt, le 24 avril, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni en audio conférence (sur le compte WhatsApp Conseil covid19) au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame DOMINGUES Martine, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs DOMINGUES Martine, LEROY Maryse, RIVET Emmanuel, BERNARDON Patricia, DESCAMPS Cyril, CHEVAUX Christophe, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé

ABSENTS : PIERRE Florence, MAUPOU Emmanuel

SECRETARE DE SEANCE : Christophe CHEVAUX

Délibération n°2020/09 : MISE EN PLACE DU CYCLE DE TRAVAIL POUR LE POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE

Suite à l'avis favorable des 2 collèges des représentants du Comité Technique (CT) n°2020/RG/129, le Conseil municipal approuve la mise en place d'un cycle de travail sur le poste d'Adjoint Technique.

Les modalités du cycle de travail sont les suivantes :

- **La période hivernale : du 1^{er} octobre au 31 mars**
  - Horaire de travail :
le mercredi et le jeudi : 6 h soit de 8h à 12 h et de 13 h à 15 h
le vendredi : 5 h soit de 8 h à 13 h
soit 17 h par semaine

- **La période estivale : du 1^{er} avril au 30 septembre**
  - Horaire de travail :
Le mercredi, jeudi et vendredi : 7 h soit de 8 h à 12 h et de 13 h à 16 h
Soit 21 h par semaine

	HORAIRE/SEM	NBRE SEMAINES	TOTAL HEURE	DEDUCTION JOURS FERIES	HORAIRE MENSUELLE Base 35 h
ETE	21	23	483	-	-
HIVER	17	24	408	-	-
ANNEE	38	47	891	19,40	19

Soit 19 h annualisées

Délibération n°2020/10 : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT

Annule et remplace la délibération n°2020/04 du 2 mars 2020.

Le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services en mentionnant sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération

il habilite l'autorité territoriale à recruter. En cas de réorganisation de service, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique (CT).

Compte tenu de l'absence pour motif médical de l'agent titulaire et de la démission de l'agent le remplaçant, il convient de renforcer les effectifs du service technique.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement de l'emploi ainsi créé sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emplois des Adjointes Techniques.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (19/ 35^{ème} annualisées).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

- 1) De créer, à compter du 6 mai 2020, un emploi permanent d'Adjoint Technique appartenant à la catégorie C à 19 heures annualisées par semaine en raison de l'absence de l'agent titulaire pour raison médicale**

Cet agent sera amené à exercer les missions ou fonctions principales suivantes :

Activités régulières :

- **Taille des arbres, coupe et arrosage des gazons,**
- **Entretien courant de la voirie, nettoyage, curage des fossés et caniveaux, signalisation et sécurité des chantiers**
- **Bricolage sur bâtiments**
- **Entretien courant et rangement du matériel utilisé**
- **Entretien des gros matériels (tondeuse-tracteur-véhicule...)**
- **Relevage du compteur d'eau du château-d'eau**
- **Distribution de documents dans les boîtes aux lettres des administrés**
- **Relevage des compteurs d'eau des abonnés (2 fois par an)**

Activités irrégulières :

- **Entretien de la salle communale, de l'église, de l'arsenal**

La personne recrutée bénéficiera des primes et indemnités afférentes à son grade instituées dans la collectivité si elle remplit les conditions d'attribution pour y prétendre.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées aux articles 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le contrat relevant de l'article 3-2 (vacance infructueuse) est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Le contrat relevant des articles 3-3 sera alors conclu pour une durée maximale de 3 ans renouvelable dans la limite de 6 ans. Au-delà, si le contrat est renouvelé, il le sera en contrat à durée indéterminée.

Dans ce cas, les candidats au contrat devront alors justifier du niveau d'un CAP et d'une formation horticole. La rémunération de l'agent contractuel sera calculée compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, en se basant sur la grille indiciaire des Adjointes Techniques et pour les agents de catégorie C sur la base de l'échelle C1.

La rémunération sera comprise entre le 1^{er} échelon et le 11^{ème} échelon de la grille indiciaire indiquées ci-dessus au regard de l'expérience professionnelle, des diplômes détenus par le candidat retenu au terme de la procédure de recrutement, assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

2) D'autoriser le Maire :

- à recruter, le cas échéant, un agent contractuel pour pourvoir cet emploi et à signer le contrat de recrutement suivant les modalités exposées ci-dessus,
- à procéder, le cas échéant, au renouvellement du contrat dans les limites énoncées ci-dessus,

3) D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée et dit que les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 11 MAI 2020

L'an deux mil vingt, le onze mai, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni en audio conférence (sur le compte WhatsApp Conseil covid19) au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame DOMINGUES Martine, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs DOMINGUES Martine, LEROY Maryse, RIVET Emmanuel, BERNARDON Patricia, DESCAMPS Cyril, CHEVAUX Christophe, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, MAUPOU Emmanuel

ABSENT : Mme PIERRE Florence

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme LEROY Maryse

Délibération n°2020/11 : LOCATION LOGEMENT COMMUNAL DU 35 GRANDE RUE

Mme Le Maire informe le conseil que les travaux étant terminés, les diagnostics étant réalisés, le logement est donc disposé à être loué.

Après plusieurs visites, Mme le maire et ses adjoints ont retenu une candidature.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- de louer le logement communal du 35 Grande Rue à Maisons à Madame GUILLOUX Amandine et à M. BERNADIN Emmanuel à compter du 15 mai 2020
- Fixe le loyer mensuel à 650.00 €
- La redevance des Ordures Ménagères sera facturée en fin d'année
- Donne pouvoir à Madame Le Maire pour la signature de tout document se référant à la location, bail compris.

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 28 MAI 2020

L'an deux mil vingt, le vingt-huit mai à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de Maisons, proclamés par le bureau électoral à la suite des opérations du 15 mars 2020 se sont réunis dans la salle Emile Zola, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 121-10 et 122-5 du code des communes.

PRESENTS : MM et Mmes les conseillers municipaux :

BERNARDON Patricia, CARRÉ Hervé, CHEVAUX Christophe, DECELLE Juliette, FAGNON Christian, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, LEGRAND Jean-Charles, LEROY Maryse, MAUPOU Emmanuel, RIVET Emmanuel

La séance a été ouverte sous la présidence de Madame DOMINGUES Martine, Maire qui après l'appel nominal a donné lecture des résultats constatés aux procès-verbaux des élections et à déclarer installer MM et Mmes DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, LEROY Maryse, CHEVAUX Christophe, FAGNON Christian, LEGRAND Jean-Charles, CARRÉ Hervé, RIVET Emmanuel, MAUPOU Emmanuel, BERNARDON Patricia dans leurs fonctions de conseillers municipaux.

Conformément à l'article L.2122-8 du code général des collectivités territoriales, la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.

Par conséquent, Monsieur FAGNON Christian, le doyen, prend la présidence du Conseil Municipal et déclare le Conseil Municipal installé, tel qu'il a été constitué lors des élections du 15 mars 2020.

M. FAGNON Christian procède alors à l'élection du Maire. Il propose de désigner Maryse LEROY du Conseil Municipal comme secrétaire. Maryse LEROY est désignée en qualité de secrétaire par le Conseil Municipal, conformément à l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales.

Il est procédé à l'appel nominal des membres du Conseil Municipal. M. FAGNON Christian dénombre onze conseillers régulièrement présents et constate que le quorum posé par l'ordonnance du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19 est respecté.

ELECTION DU MAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-7 ;

Vu la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19 ;

Vu l'Ordonnance n°2020-391 du 1 avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'Ordonnance n°2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19;

Vu la Circulaire du 15 mai 2020 sur l'installation de l'organe délibérant des communes et des EPCI à fiscalité propre à la suite des élections du 15 mars 2020 ;

Considérant que pour l'élection du maire et des adjoints dans les communes, le quorum est abaissé à un tiers des élus mais que seuls les membres présents sont comptabilisés. Ces membres présents pourront toutefois être porteurs de deux pouvoirs pour le vote des différentes délibérations et l'élection de l'exécutif. (article 1 de l'ordonnance du 13 mai 2020) ;

Considérant que le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue ;

Considérant que si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3ème tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après alors que seule Madame BERNARDON Patricia s'est portée candidate :

Premier tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du Code électoral	0
Bulletin blanc	0
Reste pour le nombre de suffrages exprimés	11
Majorité absolue	6
Ont obtenu :	
Mme BERNARDON Patricia : 9 voix	
Mme LEROY Maryse : 1 voix	
M. MAUPOU Emmanuel : 1 voix	

Mme BERNARDON Patricia ayant obtenu la majorité des voix, a été proclamée maire et a été immédiatement installée.

Délibération N° 2020/12 : NOMBRE D'ADJOINTS A ELIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2122-2, Considérant que le conseil municipal peut librement déterminer le nombre d'adjoints appelés à siéger, Considérant cependant que ce nombre ne peut pas excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal, Considérant que ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de 3 adjoints, Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire nouvellement élue, le conseil municipal décide, après en avoir délibéré par 11 voix pour :

- d'approuver la création de trois postes d'adjoints au maire.

ELECTION DU PREMIER ADJOINT

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-7 ;
Vu la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19 ;
Vu l'Ordonnance n°2020-391 du 1 avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu l'Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'Ordonnance n°2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
Vu la Circulaire du 15 mai 2020 sur l'installation de l'organe délibérant des communes et des EPCI à fiscalité propre à la suite des élections du 15 mars 2020 ;

Considérant que pour l'élection du maire et des adjoints dans les communes, le quorum est abaissé à un tiers des élus mais que seuls les membres présents sont comptabilisés. Ces membres présents pourront toutefois être porteurs de deux pouvoirs pour le vote des différentes délibérations et l'élection de l'exécutif. (article 1^{er} de l'ordonnance du 13 mai 2020) ;

Considérant que le ou les adjoints sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3^{ème} tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;
Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Premier tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants, alors que seule Madame LEROY Maryse s'est portée candidate :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du Code électoral	0
Bulletin blanc	1
Reste pour le nombre de suffrages exprimés	10
Majorité absolue	6
a obtenu :	
Mme LEROY Maryse : 10 voix	

Mme LEROY Maryse ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée premier Adjoint et a été immédiatement installée.

ELECTION DU DEUXIEME ADJOINT

Il a été procédé ensuite dans les mêmes formes et sous la Présidence de Mme le Maire à l'élection du deuxième adjoint, alors que seul Monsieur FAGNON Christian s'est porté candidat :

Premier tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du code électoral	0
Bulletin blanc	1
Reste pour le nombre de suffrages exprimés	10
Majorité absolue	6
A obtenu :	
M. FAGNON Christian : 10 voix	

M. FAGNON Christian ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé deuxième adjoint et a été immédiatement installé.

ELECTION DU TROISIEME ADJOINT

Il a été procédé ensuite dans les mêmes formes et sous la Présidence de Mme le Maire, à l'élection du troisième adjoint, alors que seul Monsieur CARRE Hervé s'est porté candidat.

Premier tour du scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du code électoral	0
Bulletin blanc	2
Reste pour le nombre de suffrages exprimés	9
Majorité absolue	5
a obtenu :	

M. CARRÉ Hervé : 9 voix

M. CARRÉ Hervé ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé troisième adjoint et a été immédiatement installé.

M. RIVET Emmanuel demande à Mme le Maire de prendre la parole. Celui-ci explique qu'il a décidé de démissionner de son rôle de conseiller municipal pour raison familiale. Sa démission sera remise à Mme le Maire dès le vendredi 29 mai 2020. Il demande donc de quitter la séance. Mme le Maire le lui accorde à 21h30. Avant son départ, Monsieur CARRÉ le remercie pour le travail qu'il a effectué lors du dernier mandat. L'assemblée applaudit chaleureusement M. Rivet.

LECTURE ET REMISE D'UNE COPIE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL (art L2121-7)

Charte de l'élu local

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Après la lecture de la charte, M. Maupou Emmanuel en désaccord avec des décisions d'urbanisme (décisions ayant eu l'accord des autorités compétentes : Eure-et-Loir Ingénierie, Mme la préfète, Mme le Maire, et étant en accord avec la carte communale), décide de ne pas continuer avec ce conseil municipal nouvellement élu et affirme vouloir donner sa démission dès le lendemain de la séance. M. Maupou Emmanuel quitte la séance à 22 h 20.

Délibération N° 2020/13 : FIXATION DES INDEMNITES DES ELUS

Le versement des indemnités de fonction au Maire

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants, ainsi que l'article 92 4° et 93 de la loi 2019-1461 du 27 décembre 2019 prévoyant que les communes de moins de 1 000 habitants, et elles seules, sont tenues d'allouer à leur premier magistrat l'indemnité maximale prévue par la loi pour la strate démographique à laquelle elle appartient;

Le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire est fixé à :

- 100 % du maximum possible pour un maire d'une commune de moins de 500 habitants soit :
991,80 € brut mensuel

Cependant, Mme le maire, décide de bénéficier d'une indemnité inférieure :

- elle représente 17% du maximum possible pour un maire d'une commune de moins de 500 habitants soit :
661.20 € brut mensuel
- dit que les crédits relatifs à ces indemnités seront prévus au budget 2020 au chapitre 65.

Le versement des indemnités de fonctions aux adjoints au Maire

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2123-24 ,
- Vu les arrêtés municipaux à venir portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer dans les conditions posées par la loi, les indemnités de fonctions versées aux adjoints au Maire, étant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité, de fixer le montant des indemnités 2020 pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints au Maire :

Adjoints :

1^{er} Adjoint : 9.9 % du maximum possible pour un adjoint d'une commune de moins de 500 habitants soit :
 $385,05 \text{ €} \times 7.5 \% = 291.71 \text{ €}$ brut mensuel.

2^{ème} Adjoint : 9.9 % du maximum possible pour un adjoint d'une commune de moins de 500 habitants soit :
 $385,05 \text{ €} \times 7 \% = 272.26 \text{ €}$ brut mensuel.

3^{ème} Adjoint : 9.9 % du maximum possible pour un adjoint d'une commune de moins de 500 habitants soit :
 $385,05 \text{ €} \times 6.5 \% = 252.81 \text{ €}$ brut mensuel

- dit que les crédits relatifs à ces indemnités seront prévus au budget 2020 au chapitre 65.

Le versement des indemnités de fonction de conseiller municipal titulaire et suppléant de délégation

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal fixant les indemnités de fonctions du maire et des adjoints,

Vu le budget communal,

Considérant que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonctions dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d'élus,

Mme le Maire précise qu'en application des dispositions de l'article L 2123-24-I-II du code général des collectivités territoriales, les conseillers municipaux auxquels le maire délègue une partie de ses fonctions peuvent percevoir une indemnité de fonction spécifique, laquelle doit toutefois rester dans le cadre de l'enveloppe budgétaire consacrée au maire et aux adjoints ayant reçu délégation. En aucun cas l'indemnité versée à un conseiller municipal ne peut dépasser l'indemnité maximale susceptible d'être allouée au maire de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

-d'allouer, pour l'année 2020, une indemnité de fonction au conseiller municipal délégué suivant :

M. LEGRAND Jean-Charles, conseiller municipal délégué titulaire aux services techniques par arrêté municipal :

6 % du maximum possible pour un conseiller d'une commune de moins de 500 habitants soit :
 $233.36 \text{ €} \times 3 \% = 116.68 \text{ €}$ brut mensuel

- dit que les crédits relatifs à ces indemnités seront prévus au budget 2020 au chapitre 65.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES (annexé à la délibération)

ARRONDISSEMENT : CHARTRES
 CANTON : AUNEAU
 COMMUNE de MAISONS

TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES
 (Articles 92 4° et 93 DE LA LOI 2019-1461 du 27 décembre 2019 - article L 2123-24-1-1 du CGCT)

POPULATION : 380 (art. L 5211-12-1 du CGCT)

I - MONTANT DE L'ENVELOPPE GLOBALE (maximum autorisé)

Soit : indemnité (maximale) du maire + total des indemnités (maximales) des adjoints ayant délégation =
2 146.95 €

II - INDEMNITES ALLOUEES

A. Maire (art L2123-23 du CGCT) :

Nom du bénéficiaire	Indemnité maximale (25.5 % de l'indice 1027)	Indemnité allouée mensuelle
BERNARDON Patricia	17 %	661.20 €

B. Adjoints au maire avec délégation (article L 2123-24 du CGCT)

Identité des bénéficiaires	Indemnité maximale (9.9 % de l'indice 1027)	Indemnité allouée mensuelle
1er adjoint : Maryse LEROY	7.5 %	291.71
2ème adjoint : FAGNON Christian	7 %	272.26
3ème adjoint : CARRÉ Hervé	6.5 %	252.81

Montant des indemnités Maire et adjoints : 1 477.98 €

C. CONSEILLERS MUNICIPAUX (art. L 2123-24 -1 du CGCT : globale)

*commune moins de 100 000 h : le montant des indemnités allouées aux conseillers doit être pris sur l'enveloppe globale > exercice effectif > possibilité d'indemnité plafonnée à 6% de l'indice brut 1015 (L 2123-24-1- II)

*délégation du maire art. L 2122-18 et 20 du CGCT (L 2123 24 III - non cumulable avec celle du L 2123-24-1- II)

*suppléance effective du maire (art. L 2122-17 du CGCT)

Identité des bénéficiaires	Indemnité maximale (6 % de l'indice 1027)	Indemnité allouée mensuelle
LEGRAND Jean-Charles	3 %	116.68

Montant des indemnités du conseiller : 116.68 €

Total général : 1594.66 €

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 8 JUIN 2020

L'an deux mil vingt, le huit juin, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans la salle Emile Zola au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : M. CARRE Hervé

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 28/05/2020, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, une délibération, à savoir :

- Possibilité d'abondement au FRACT (Fonds Renaissance Artisanat-Commerce-Tourisme)

Le Conseil Municipal accepte cet ajout.

Madame le Maire informe le conseil municipal de la réception des lettres de démission de Messieurs Rivet et Maupou, M. Rivet l'ayant remis en main propre le 29/05/2020, et M. Maupou par lettre recommandée avec Accusé de Réception en date du 04/06/2020. La préfecture en a été informée.

Délibération n°2020/14 : Abondement au FRACT (Fonds Renaissance Artisanat-Commerce-Tourisme)

Suite à la crise sanitaire que le pays traverse, et aux conséquences directes sur les entreprises de notre territoire, la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France s'est associée à la Région Centre-Val de Loire et à la Banque des Territoires pour créer le « Fonds Renaissance » : c'est une avance remboursable (sans intérêt) adressée aux TPE (très petites entreprises) d'un montant situé entre 5 000 et 20 000 €.

En complément de ce fonds, la communauté de communes des Portes Eureliennes d'Ile de France a créé, de son côté, un autre fonds pour venir en aide aux entreprises locales. Ce fonds « Fonds Renaissance Artisanat-Commerce-Tourisme » (FRACT), ne s'adresse qu'aux TPE de moins de 10 salariés. C'est une subvention qui n'a pas vocation à être remboursée. Le montant de cette aide se situe entre 500 et 2 000 € par entreprise qui en fait la demande.

Le dossier est téléchargeable sur le lien suivant :

<https://www.porteseureliennesidf.fr/actualites/fract-146.html>

La CC des Portes Euréliennes d'Ile de France pourra solliciter la commune accueillant l'entreprise qui fait la demande de fonds, de participer financièrement.

Le Conseil municipal ne se prononce pas sur ce sujet.

Délibération n°2020/15 : DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE

Vu les articles L 2122-22 et L 21122-23 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du conseil municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : Le Maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :

- D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- De passer les contrats d'assurance ;
- De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

- De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;
- De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subvention ;

Article 2 : Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention des Adjointes en cas d'empêchement du Maire.

Article 3 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Délibération N° 2020/16 : ELECTION DE TROIS RESPONSABLES DES SERVICES TECHNIQUES ET AMENAGEMENT

Titulaire	M. FAGNON Christian	9 voix
Suppléant	M. CARRE Hervé	9 voix
Suppléant	M. LEGRAND Jean-Charles	9 voix

Délibération n° 2020/17 : ELECTION DE DEUX RESPONSABLES DE LA SALLE POLYVALENTE

Titulaire	Mme GONCALVES LUCAS Cécile	9 voix
Suppléant	M. CARRÉ Hervé	9 voix

Délibération n° 2020/18 : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES COMMISSIONS

Commission des finances

Président	Mme le Maire	9 voix
Membres	Le reste du Conseil Municipal	9 voix

Commission des travaux

Président	Mme le Maire	9 voix
Membres	Le reste du Conseil Municipal	9 voix

Commission de la communication et INTERNET

Président	Mme le Maire	9 voix
Membres	Le reste du Conseil Municipal	9 voix

Commission des fêtes

Président	Mme le Maire	9 voix
Vice président	CARRÉ Hervé	9 voix
Membres	Le reste du Conseil Municipal	9 voix

Commission des chemins

Président	M. CARRÉ Hervé	9 voix
Vice-Président	M. LEGRAND Jean-Charles	9 voix

Commission de la liste électorale

Président	Mme GONCALVES LUCAS Cécile	9 voix
Délégués	Mme CHEVAUX Gyslaine	représentante du Préfet
	M	représentant (e) du Tribunal d'Instance (une demande est faite auprès du Tribunal de Grande Instance pour la nomination du délégué du TGI)

Délibération n°2020/19 : ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRE

Le conseil municipal,

Vu les articles 22 et 23 du code des marchés publics,

Considérant qu'à la suite des élections municipales, il convient de constituer la commission d'appel d'offres et ce pour la durée du mandat.

Considérant qu'outre le maire, son président, cette commission est composée de 3 membres titulaires élus par le conseil municipal en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Considérant que l'élection des membres élus de la commission d'appel d'offres doit avoir lieu à bulletin secret et qu'il convient de procéder de même pour l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires.

Décide de procéder à l'élection des trois membres titulaires et des trois membres suppléants de la commission d'appel d'offres, à la représentation proportionnelle au plus fort reste :

Membres titulaires

Nombre de votants : 9

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 9

Sièges à pourvoir : 3

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 3

Proclame élus les membres titulaires suivants :

M. CARRÉ Hervé 9 voix

M. FAGNON Christian 9 voix

M. LEGRAND Jean-Charles 9 voix

Membres suppléants

Nombre de votants : 9

Bulletins blancs ou nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 9

Sièges à pourvoir : 3

Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 3

Proclame élus les membres suppléants suivants :

M. GELAIN Thomas 9 voix

M. CHEVAUX Christophe 9 voix

Mme LEROY Maryse 9 voix

Délibération N° 2020/20 : ELECTIONS DES DELEGUES DES SYNDICATS

Le maire expose que, suite au renouvellement général des conseils municipaux, il convient de procéder à la désignation des délégués de la commune de Maisons au sein des syndicats dont elle est membre. Conformément à l'article L.5211-7 (pour les syndicats de communes) ou L.5711-1 (pour les syndicats mixtes) du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il convient de procéder à la désignation des représentants de la commune au sein des syndicats suivants :

Conformément à l'article L.5211-7 du CGCT, les délégués de la commune sont élus au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Syndicat Intercommunal Scolaire Denonville, Maisons, Morainville, Mondonville St Jean S.I.S.D.M.M.M.)

Titulaires : Mme LEROY Maryse 9 voix

Mme DECELLE Juliette 9 voix

Mme GONCALVES LUCAS Cécile 9 voix

Suppléants : M. GELAIN Thomas 9 voix

M. LEGRAND Jean-Charles 9 voix

Syndicat Intercommunal à vocation scolaire (S.I.V.O.S.)

Titulaires : M. CARRÉ Hervé 9 voix

M. CHEVAUX Christophe 9 voix

Suppléants : M. GELAIN Thomas 9 voix
Mme GONCALVES LUCAS Cécile 9 voix

Syndicat d'Alimentation en Eau Potable de la Région d'Auneau Sud (S.Y.A.E.P.R.A.S.) : Compétence de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France

Titulaires : M. FAGNON Christian 9 voix
M. GELAIN Thomas 9 voix

Suppléants : M. CARRÉ Hervé 9 voix
M. LEGRAND Jean-Charles 9 voix

Syndicat ENERGIE Eure et Loir

Titulaire : M. FAGNON Christian 9 voix
Suppléant : M. LEGRAND Jean-Charles 9 voix

Syndicat Eure et Loir INGENIERIE

Titulaire : Mme LEROY Maryse 9 voix
Suppléant : M. CARRÉ Hervé 9 voix

Syndicat Intercommunal Pôle de Sécurité du canton d'Auneau et de la gestion du local de la Trésorerie

Titulaire : M. CHEVAUX Christophe 9 voix
Suppléant : M. CARRÉ Hervé 9 voix

Délibération N°2020/21 : CORRESPONDANT DEFENSE

Monsieur CHEVAUX Christophe, conseiller municipal est nommé correspondant « défense ».

Délibération N°2020/22 : CORRESPONDANT ENVIRONNEMENT

M. LEGRAND Jean-Charles est désigné comme correspondant « environnement »

Délibération N° 2020/23 : CORRESPONDANT SECURITE

Monsieur CHEVAUX Christophe, conseiller municipal, est désigné comme correspondant « Sécurité» Titulaire et M. CARRÉ Hervé, 3^{ème} Adjoint, est désigné comme correspondant « sécurité » Suppléant

Délibération N° 2020/24 : CORRESPONDANT INSEE

Mme LEROY Maryse, 1^{ère} Adjointe, est désignée comme correspondant « INSEE»

Délibération N° 2020/25 : FIXATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Les articles L123-6 et R123-7 du Code de l'action sociale et des familles disposent que le nombre des membres du conseil d'administration du CCAS est fixé par le conseil municipal ; il précise que leur nombre ne peut être supérieur à 16 et qu'il doit être pair puisque la moitié des membres est élue par le conseil municipal parmi ses membres, et l'autre moitié, représentant les usagers, est désignée par le maire.

Il est proposé de fixer à 8 le nombre des membres du conseil d'administration,

Après avoir entendu l'exposé de Madame le maire, le conseil municipal décide, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- de fixer la composition du conseil d'administration ainsi qu'il suit :

- du maire de Maisons, président de droit,
- de 4 élus au sein du conseil municipal de Maisons,
- de 4 membres nommés par le maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées au sein du département ou dans la commune et représentants des usagers.

Délibération N°2020/26 : ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

Les articles R123-7 et suivants et L123-6 du code de l'action sociale et des familles disposent que les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret. Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non pourvus le sont par les autres listes. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

La délibération du conseil municipal n°2020/25 du 8 juin 2020 fixe à quatre le nombre de membres élus par le conseil municipal au conseil d'administration.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le maire, et après appel à candidatures, le conseil municipal procède à l'élection de ses représentants au conseil d'administration.

Le dépouillement du vote qui s'est déroulé au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

- nombre de votants : 9
- nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 9
- bulletins blancs à déduire : 0
- nombre de suffrages exprimés : 9

Ont obtenu :

CARRÉ Hervé	9 voix
DECELLE Juliette	9 voix
GELAIN Thomas	9 voix
GONCALVES LUCAS Cécile	9 voix

Sont élus membres du conseil d'administration du CCAS de Maisons :

CARRÉ Hervé
DECELLE Juliette
GELAIN Thomas
GONCALVES LUCAS Cécile

Mme le Mairie étant présidente du Conseil d'Administration de droit.

Délibération n° 2020/27 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Le Conseil Municipal propose une liste de contribuables remplissant les conditions prévues par la loi afin de constituer la Commission Communale des Impôts Directs, à savoir :

Civilité	Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse	Impositions directes locale
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
Le maire étant membre de droit de la CCID, il ne doit pas être mentionné dans les personnes proposées ci-dessous.					
1 M.	LEROY	Thibaut	09/05/1989	21 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF / CFE
2 M.	JULIEN	William	12/11/1989	29 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF
3 M.	CAZE	Pierre	18/04/1952	73 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF
4 MME	BERRY	Lucie	21/04/1953	5 rue de la Brigaudière 28700 MAISONS	TH / TF
5 M.	COUTURIER	Régis	19/10/1940	2 rue du Parc 28700 MAISONS	TH / TF
6 MME	RIVET	Chantal	26/02/1959	37 grande rue 28700 MAISONS	TH
7 MME	BALTAZAR	Véronique	27/12/1961	66 bis grande rue 28700 MAISONS	TH
8 MME	LASNE	Evelyne	12/06/1962	20 rue du parc 28700 MAISONS	TF
9 M.	LEGRAND	Jean-Charles	09/06/1962	75 grande rue 28700 MAISONS	TF
10 M.	MARTIALOT	Didier	23/10/1978	10 rue du Four à Chaux 28700 MAISONS	TH / TF
11 M.	CHALLE	Frédéric	25/04/1975	12 rue du parc 28700 MAISONS	TH / TF

Civilité	Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse	Impositions directes locales
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
12 MME	DOMINGUES	Martine	26/12/1949	7 rue de la Brigaudière 28700 MAISONS	TH / TF
13 M.	MINOS	Christophe	29/12/1974	18 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF / CFE
14 M.	DESCAMPS	Cyril	18/05/1981	16 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF
15 M.	JULIOT	Jean-Pierre	17/07/1951	35 bis chemin du soleil levant 28700 MAISONS	TH / TF
16 MME	BERNARDON	Denise	04/10/1948	12 place Saint Rémy 28700 AUNEAU	TF
17 MME	MARTINEAU	Lydie	25/03/1986	4 rue de la Brigaudière 28700 MAISONS	TH
18 M.	SOVET	Patrick	22/08/1959	7 grande rue 28700 MAISONS	TH / TF
19 MME	COLAS	Marie-Odette	24/05/1940	89 grande rue 28700 MAISONS	TH
20 MME	CASSIAUX	Marie-Andrée	03/04/1968	5 rue du chemin vert 28700 MAISONS	TH
21 M.	GUERIN	Fabrice	27/12/1967	1 rue du moulin à vent 28700 MAISONS	TH / TF
22 MME	FAGNON	Blanche	16/01/1955	8 rue du parc 28700 MAISONS	TH
23 MME	VABOIS	Clémence	20/01/1988	14 chemin du soleil levant 28700 MAISONS	TH
24 M.	AMY	Florent	19/03/1965	3 rue de la résistance Goimpy 28700 SAINT LEGER DES AUBEEES	TF
25					

Le choix de 6 titulaires et 6 suppléants sera effectué par le directeur départemental ou régional des finances publiques

Délibération n°2020/28 : LISTE COMPLEMENTAIRE A CELLE DE L'ARRETE N°NOR/INT/B0100692A DU 26/10/2001 DES BIENS MEUBLES POUVANT ETRE IMPUTES EN SECTION D'INVESTISSEMENT

La circulaire NOR/INT/B/02/00059/C du 26 février 2002 précise les règles relatives à l'imputation des dépenses du secteur public local :

Sont imputés à la section d'investissement :

- Les biens immeubles,
- Les biens meubles selon les règles décrites ci-après.
  - **Le critère de classement des biens meubles entre la section d'investissement et la section de fonctionnement n'est pas quantitatif mais technique :**
C'est la nature de l'opération qui est considéré et non son coût. Ainsi, sont des biens meubles imputés à la section d'investissement, quelle que soit leur valeur unitaire :

- Les biens énumérés dans la liste de l'arrêté du 26 octobre 2001
  - Les biens meubles non mentionnés dans cette nomenclature, mais pouvant être assimilés par analogie à un bien y figurant.
- **Lorsque le critère de la nature n'est pas opérant, la dépense est classée en investissement en fonction de son montant**
 Ainsi, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, dont le montant unitaire dépasse 500 euros TTC à compter du 1^{er} janvier 2002 sont considérés comme des dépenses d'investissement.
 En revanche, les biens meubles répondant aux conditions ci-dessus, d'un montant unitaire inférieur à 500 euros TTC ne peuvent être imputés en section d'investissement, conformément à l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1998, **que s'ils figurent dans la liste élaborée par chaque collectivité** et ayant vocation à compléter le contenu des rubriques de la liste réglementaire. Cette liste locale doit faire l'objet d'une **délibération cadre annuelle** de l'assemblée délibérante. La délibération cadre est complétée, le cas échéant, en cours d'année par **délibération expresse**.

Il vous est proposé de compléter la liste réglementaire des biens meubles inférieurs à 500 € comme suit :

- Affûteur de chaîne	- Disque dur externe	- Masques chirurgicaux (COVID 19)
- Aspirateur pour salle des fêtes	- Disqueuse	- Ordinateur
- Balai latéral de désherbage	- Echelle	- Outillage
- Balai nettoyage	- Equipements de Protection Individuelle (EPI)	- Panneau de signalisation
- Banc	- Elagueur télescopique	- Plaques de rues
- Barrière	- Epandeur (sel de déneigement)	- Plastifieuse A4
- Bloc de secours	- Escabeau	- Plexiglas pour secrétariat
- Boîte à lettres	- Etagère	- Poubelle extérieure
- Borne de propreté	- Extincteur	- Relieuse électrique
- Cadre mural	- Gant de ménage	- Reliure d'état civil
- Casque auditif	- Gant de protection	- Table salle des fêtes
- Casque de chantier	- Groupe électrogène	- Tampon
- Casque forestier	- Harnais pour taille haie modèle trompe d'éléphant	- Téléphone
- Cendrier	- Jardinière	- Tuyau d'arrosage
- Chaise salle des fêtes	- Kit mulching pour tracteur tondeuse	- Vaisselle
- Chariot de ménage	- Lunette de protection	- Vêtement de travail
- Coffret à douille	- Masque protection chimique	- Visseuse dévisseuse
- Compresseur à air		- Vitrine extérieure
- Coupe branche télescopique		
- Défibrillateur		
- Diable		

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 ;

VU l'arrêté N° NOR/INT/B0100692A du 26/10/2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L2122-21 ; L3221-2 et L4231-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (journal officiel du 15/12/2001) ;

VU la circulaire budgétaire NOR/INT/B/00059/C du 26/02/2002 relative aux règles d'imputation des dépenses du secteur public local ;

CONSIDERANT que l'article 47 de la loi de finance rectificative pour 1998 a modifié les articles L.2122-21, L3221-2 et L4231-2 du CGCT en donnant à l'assemblée délibérante la compétence pour décider qu'un bien meuble de faible valeur peut être imputé en section d'investissement, s'agissant de biens ne figurant pas dans une liste et dont le montant est inférieur à un seuil, fixés par arrêté interministériel (500 € TTC) ;

Sur le rapport de Madame le Maire ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal

DECIDE d'imputer en section d'investissement les biens meubles de faible valeur mentionnés ci-dessus.

DIVERS

Suite au tour du village effectué par le conseil municipal quelques points de travaux ont été relevés :

- Petit parc chemin du Soleil Levant: mettre une poubelle à l'entrée
- Retirer le panneau STOP sur le chemin de terre arrivant entre le 43 et le 45 Chemin du Soleil Levant
- Dans la Grande Rue : déplacer un panneau « fin de 30 », retirer le panneau « ralentisseur »
- Déplacer la buse du 29 Grande Rue et la positionner entre le 42 et 44 Grande Rue
- Demander un devis pour l'élagage des thuyas du terrain de boules
- Elaguer les arbres bordant la ruelle du 46 Grande Rue
- Un devis est demandé pour les travaux sur l'église (ainsi que pour les gouttières)
- A voir pour déplacer les bennes à verre
- Travaux du logement du 35 Grande Rue : des problèmes d'électricité ont été relevés par les locataires ; l'entreprise CABARET est intervenue ; un rapport sera envoyé à l'architecte
- Devis demandé pour des problèmes de fuite dans ce logement
- Logement du 12 Chemin du Soleil Levant : des travaux sont à prévoir : problème d'étanchéité et d'humidité au niveau d'une fenêtre. Un rdv sera demandé aux locataires pour visiter.
- Un drone a survolé le village ces derniers jours ; un avis sera distribué pour rappeler aux habitants sur les règles de bonnes conduites à l'utilisation de ce matériel

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 22 JUN 2020**

L'an deux mil vingt, le vingt-deux juin, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

SECRETARE DE SEANCE : Juliette DECELLE

INVESTISSEMENTS 2020

INVESTISSEMENTS PREVUS AU BUDGET 2020

COMPTE	INTITULE	MONTANT TTC	N° INVENTAIRE	SUBVENTIONS PREVUES
2131	LOGEMENT rar	8976.29	*	
2131	LOGEMENT solde	834.20	*	
2131	TOITURE EGLISE	12624.02		
2131	CHAUFFE EAU	849.84		
2131	VOLETS	2160.00		
	TOTAL	25444.35		
2152	CLOTURE ABGI	8902.44		
2152	BATEAUX CSL	5339.26		
2152	STATIONNEMENT GR	5289.72		
	TOTAL	19531.42		
2157	LEVE TONDEUSE	474.00		
	TOTAL	474.00		
2184	SERRURE PORTE LOG	785.88		
	TOTAL	785.88		
2181	guirlande Noël			
	TOTAL	0.00		
2188	ELECTRICITE MAIRIE	3150.90		
2188	VITRINE EXTERIEURE	250.00		
2188	BORNES PROPRETE	900.00		
	TOTAL	4300.90		
2183	TAMPON	36.00		
	TOTAL	36.00		
	Subvention 2019 reçue 2020			14148.00
	TOTAL	50572.55		14148.00

Délibération n°2020/29 : SUBVENTIONS 2020

Le Conseil Municipal accorde pour l'année 2020, les subventions suivantes :

Associations des Donneurs de Sang du Canton d'Auneau	50,00 €
A.F.R	100,00 €
A.L.F.	1 000,00 €
Amicale des Sapeurs-Pompiers des communes réunies	100,00 €

Délibération n°2020/30 : TAUX D'IMPOSITION 2020

Le Conseil Municipal décide de maintenir en 2020 les taux communaux d'imposition à l'unanimité.
Soit :

Taxe Foncier Bâti	15,89 %
Taxe Foncier Non Bâti	28,05 %

Le gel du taux d'imposition 2020 de la taxe d'habitation étant prévu par la loi de finances 2020.

Délibération n°2020/31 : BUDGET PRIMITIF 2020 DE LA COMMUNE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vote, à l'unanimité, le budget primitif 2020 qui s'équilibre en recettes et dépenses :

Section de fonctionnement :	325 822.53
Section d'investissement :	107 770.59

DIVERS

- Mme le Maire informe que le bornage des parcelles rue du Chemin du Soleil levant (6 terrains) est prévu le 25/06/2020. Maryse Leroy représentera la commune, Mme le Maire étant une des propriétaires des parcelles
- Les travaux d'Alimentation en Eau Potable (AEP) ainsi que les bateaux pour les 8 terrains (+ 1 terrain au 33 chemin du soleil levant) sont prévus à partir du 29 juin pour 10 jours
- Mme le Maire rappelle aux conseillers que la plainte qui a été déposée par l'Association des Chasseurs est toujours en cours (vol d'une caméra et autres). Un avis à la population avait été posté pour informer de ce vol et de l'éventuelle remise pour l'abandon de cette plainte.
- Nous allons résilier la carte AUCHAN pour l'achat d'essence pour les tracteurs, trop de frais administratifs pour peu de consommation. Nous nous fournirons au garage MOTRIO de Sainville
- Un klaxon de camion récurrent rue du Four à Chaux pose problème à beaucoup de riverains. La gendarmerie est au courant et mène son enquête pour y mettre fin
- Rond-point sur la D17 : une demande sera faite au Conseil Départemental pour voir la possibilité de mettre des panneaux STOP de chaque côté du rond-point (direction Sainville et direction Denonville)
- Le devis pour réparation du rond-point sera envoyé à l'assurance avec la photo de la pompe à bras complètement détruite lors de l'accident du 6 mai 2020
- Nous avons reçu le devis de l'entreprise GALLOPIN pour des travaux sur l'église qui sont assez urgents, soit un montant de 4880 € ht. Le conseil municipal autorise Mme le Maire à signer ce devis
- M. Carré nous informe d'un devis reçu pour l'élagage des thuyas sur le terrain de boule, d'un montant de 700 € ht. Nous demanderons un autre devis pour comparaison. Un précédent devis d'une autre entreprise avait été accepté en 05/2018, l'entreprise n'ayant jamais fait les travaux
- Pour rappel, un bon de commande est à disposition des administrés pour la vidange d'un assainissement non collectif (fosse septique). Le prix a été négocié avec la société SVR de Rambouillet.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 10 JUILLET 2020**

L'an deux mil vingt, le dix juillet, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTS : CARRÉ Hervé

SECRETAIRE DE SEANCE : CHEVAUX Christophe

Délibération n° 2020/32 : ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLEANTS EN VUE DE L'ELECTION DES SENATEURS

Conformément aux dispositions de l'article R.131 du Code Electoral, le bureau électoral est présidé par le Maire, Patricia BERNARDON, et comprend les deux conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin, à savoir : Messieurs FAGNON Christian et CARRE Hervé, et Mesdames GONCALVES LUCAS Cécile et DECELLE Juliette

Le Conseil Municipal a élu pour secrétaire

Le Maire donne lecture :

- 1°) Des articles transcrits ci-dessus du Code Electoral relatifs à l'élection des Sénateurs.
- 2°) Du décret n°2020-812 du 29/06/2020 fixant la date à laquelle les Conseils Municipaux doivent désigner leurs délégués et suppléants en vue de l'élection au Sénat qui doit avoir lieu le 27 septembre 2020
- 3°) De l'arrêté n°2020-11 du 01/07/2020 de la Préfète convoquant à cet effet les Conseils Municipaux.

Le Maire a indiqué que conformément à l'article L.284 du code électoral, le conseil municipal devait élire en son sein 1 délégué et 3 suppléants.

Le Maire a ensuite invité le Conseil Municipal à procéder, sans débat, au scrutin secret majoritaire à 2 tours (art. L.288), à l'élection d'un délégué.

Candidat : BERNARDON Patricia

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 8

Bulletins blancs et nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 8

Majorité absolue : 5

Ont obtenu :

BERARDON Patricia : 7 voix

LEROY Maryse : 1 voix

Mme BERNADON Patricia ayant obtenu la majorité absolue a été proclamée élu et a accepté le mandat.

Il a été procédé ensuite dans les mêmes formes, à l'élection de trois suppléants.

Candidats : LEROY Maryse, FAGNON Christian, GELAIN Thomas

1^{er} tour de scrutin pour le 1^{er} suppléant

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 8

Bulletins blancs et nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 8

Majorité absolue : 5

Ont obtenu :

Mme LEROY Maryse : 7 voix

M. GELAIN Thomas : 1 voix

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix obtenues. En cas d'égalité de suffrages, la préséance appartient au plus âgé.

Mme LEROY Maryse ayant obtenu la majorité absolue a été proclamée suppléante et a accepté le mandat

1^{er} tour de scrutin pour le 2^{ème} suppléant

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 8

Bulletins blancs et nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 8

Majorité absolue : 5

Ont obtenu :

M FAGNON Christian : 6 voix

M. GELAIN Thomas : 2 voix

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix obtenues. En cas d'égalité de suffrages, la préséance appartient au plus âgé.

M. FAGNON Christian ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé suppléant et a accepté le mandat.

1^{er} tour de scrutin pour le 3^{ème} suppléant

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 8

Bulletins blancs et nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 8

Majorité absolue : 5

Ont obtenu :

M. GELAIN Thomas : 7 voix

M. FAGNON Christian : 1 voix

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix obtenues. En cas d'égalité de suffrages, la préséance appartient au plus âgé.

M. GELAIN Thomas ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé suppléant et a accepté le mandat.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 16 JUILLET 2020**

L'an deux mil vingt, le seize juillet, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENT : CARRÉ Hervé

SECRETAIRE DE SEANCE : Maryse LEROY

Délibération n° 2020/33 : DEVIS SUITE FUITE AU LOGEMENT DU 35 GRANDE RUE

Après l'étude de deux devis, à l'unanimité des présents, la société MINOS Christophe a été retenue pour effectuer les travaux d'étanchéité de la couverture du préau (contiguë au logement du 35 grande rue). Mme le Maire est autorisée à signer le devis d'un montant de 1427.59 € HT.

Le plan de financement définitif s'établit comme suit :

Coût global H.T. : 1 427.59

TOTAL T.T.C. : 1 713.11

Délibération n° 2020/34 : SITE INTERNET

Après plusieurs visites de site de différentes mairies, et après consultation des conseillers chargés de l'information, le conseil municipal s'est arrêté sur le site CAMPAGNOL.FR, une plateforme de création de site internet simple et au coût modeste, conçue par l'Association des Maires Ruraux de France.

Le coût est de 10 € par mois soit 120 euros pour une année complète.

REEMPLACEMENT DES VOLETS AU LOGEMENT DU 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT (façade cour de la mairie)

Après étude de 2 devis pour le remplacement des volets et de la rambarde (suite à un grand coup de vent début mars 2020), la décision a été prise de demander un 3ème devis.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 24 AOUT 2020**

L'an deux mil vingt, le vingt-quatre août, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTS EXCUSÉS : Mme DECELLE Juliette (pouvoir à M. Hervé Carré), M. GELAIN Thomas

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Hervé CARRÉ

Madame le Maire, après lecture du compte rendu du 16 juillet 2020, demande à l'assemblée d'ajouter à l'ordre du jour, deux délibérations, à savoir :

- Instauration de commissions communales et nombres de membres
- Délégation consentie au maire : responsable de la salle polyvalente

Le Conseil municipal accepte ces ajouts.

Délibération n° 2020/35 : ELECTION D'UN DELEGUE POUR SIEGER A LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) au sein de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France

Mme BERNARDON Patricia se porte candidate.

Mme BERNARDON Patricia est élue comme déléguée CLECT, à l'unanimité

Délibération n° 2020/36 : ELECTION D'UN DELEGUE POUR SIEGER A LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CIID) au sein de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France

Mme LEROY Maryse se porte candidate.

Mme LEROY Maryse est élue comme déléguée à la CIID, à l'unanimité.

Délibération n° 2020/37 : ELECTION D'UN DELEGUE SUPPLEANT POUR SIEGER AU SICTOM

Il est demandé de désigner un candidat suppléant pour siéger au SICTOM.

M. CARRÉ Hervé se porte candidat.

M. CARRÉ Hervé est désigné comme candidat pour être délégué suppléant au SICTOM, à l'unanimité.

DESIGNATION DE DELEGUES AUX COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES

La CCPEIDF a, selon ses statuts, possibilité de créer des commissions thématiques communautaires. Ces commissions sont chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Les commissions créées sont les suivantes :

- Commission développement économique
- Commission finances/relations avec les communes/dispositifs d'aides/mutualisation
- Commission ressources humaines
- Commission petite enfance/enfance jeunesse
- Commission patrimoine/travaux d'entretien/cuisine centrale aérodrome
- Commission tourisme/culture
- Commission contractualisation/projet de territoire
- Commission eau/assainissement
- Commission collecte/valorisation des déchets/développement durable
- Commission investissement structurants
- Commission mobilité/transport/réseaux numériques

- Commission SCOT/PLU-PLUI/PLH
- Commission commerce de centre-ville/gens du voyage

Il est proposé à chaque conseiller communautaire de se positionner dans trois commissions au maximum. M. le président de la CCPEIDF propose d'intégrer dans ces commissions des élus municipaux intéressés par certaines thématiques.

Mme le Maire, en tant que conseillère communautaire souhaite siéger à la commission suivante :

- commission mobilité/transport/réseaux numériques

Mme le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de se positionner sur ces commissions.

- Mme LEROY Maryse se positionne sur la commission Petite Enfance/Enfance Jeunesse et sur la commission SCOT/PLU-PLUI/PLH
- M. CHEVAUX Christophe se positionne sur la commission eau/assainissement
- M. LEGRAND Jean-Charles se positionne sur la commission tourisme/culture

Délibération n° 2020/38 : DECISION MODIFICATIVE

Suite à une observation du Trésorier de Maintenenon, M. Pavy, le Conseil Municipal décide de modifier le budget 2020 ainsi qu'il suit :

-compte Recette d'Investissement 002	+ 2 453.39
-compte Dépense de Fonctionnement 615221	+ 2 453.39
-compte Recette d'Investissement 1068	- 2 453.39
-compte Dépense d'Investissement 020	- 2 453.39

Délibération n° 2020/39 : DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE : COMPLEMENTS

Suite au courrier reçu de la préfecture en date du 5 août 2020, il est demandé au Conseil Municipal de préciser les limites fixées à la délégation listée à l'alinéa 12 de la délibération n°2020/15 du 8 juin 2020 :

- De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal l'attribution de subvention. Le maire a l'autorisation de signer toute demande d'un montant maximum de 35 000 €.

Délibération n°2020/40 : RETRAIT DE LA DELIBERATION N°2020/18 DU 8 JUIN 2020 RELATIVE A L'ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES COMMISSIONS COMMUNALES

Suite au courrier reçu de la préfecture en date du 5 août 2020, la délibération n°2020/18 est retirée.

Délibération n°2020/41 : INSTAURATION DE COMMISSIONS COMMUNALES ET NOMBRES DE MEMBRES

Le conseil municipal décide d'instaurer des commissions de travail et décide du nombre de membres par commission (sachant que le maire est président de droit).

- Commission des finances : 8 membres
- Commission des travaux : 8 membres
- Commission de la communication et INTERNET : 8 membres
- Commission des Fêtes : 8 membres
- Commission des chemins : 8 membres

Il s'agira à chaque commission, dument convoquée, d'élire un vice-président.

Délibération n°2020/42 : RETRAIT DE LA DELIBERATION N°2020/16 DU 8 JUIN 2020 RELATIVE A L'ELECTION DE TROIS RESPONSABLES DES SERVICES TECHNIQUES ET AMENAGEMENT

Suite au courrier reçu de la préfecture en date du 5 août 2020, la délibération n°2020/16 est retirée.

Délibération n°2020/43 : RETRAIT DE LA DELIBERATION N°2020/17 DU 8 JUIN 2020 RELATIVE A L'ELECTION DE DEUX RESPONSABLES DE LA SALLE POLYVALENTE

Suite au courrier reçu de la préfecture en date du 5 août 2020, la délibération n°2020/16 est retirée.

Délibération n°2020/44 : DELEGATION CONSENTIE AU MAIRE : RESPONSABLE DE LA SALLE POLYVALENTE

Le conseil municipal délègue à Mme le Maire la responsabilité de la salle polyvalente sur les points suivants :

- Location de la salle (à des particuliers et/ou à des professionnels)
- Entretien/travaux
- Etats des lieux avant et après location

TRAVAUX

Délibération n°2020/45 : VOIRIE

Un administré demande un abaissement des bordures de trottoir (bateau) devant son deuxième portail nouvellement créé.

Après délibération, le Conseil Municipal, accepte ces travaux sous réserve qu'ils soient pris en charge financièrement par le demandeur.

Dorénavant, pour chaque demande d'un accès supplémentaire ou d'un déplacement de portail, tout administré devra en faire la demande à la mairie et les frais seront supportés par le pétitionnaire.

ELAGAGE ARBRES DE LA MARE

Des devis seront demandés pour élaguer les arbres qui se trouvent autour de la mare.

ROND-POINT

Le dossier a été déposé auprès de l'assurance. En attente de son retour pour remettre en état les panneaux et le nettoyage du support.

Des idées ont été apportées pour son aménagement :

- Bacs à fleurs
- Maquette de moulin
- Maquette d'avion (en relation avec Ludovic Arrachart)
- Projet combinant les 2 derniers. Un devis sera demandé.

TRAVAUX AU LOGEMENT DU 12 Chemin du Soleil Levant

Les locataires ont donné leur préavis. La date de départ est le 20/11/2020.

Il sera pris rendez-vous avec eux pour voir les travaux à faire avant une nouvelle location.

DIVERS

Fuite d'eau toilettes classe :

Une fuite d'eau est constatée au niveau des toilettes du bâtiment contigu au nouveau logement 35 grande rue. L'entreprise CHEDEVILLE, ayant réalisé les travaux de réseau d'eau pour ce logement, sera contactée.

Clôture de la mairie :

La clôture de la mairie et de la courette du logement devrait être réalisée début septembre.

Travaux SFR pour la fibre :

Madame le Maire informe le conseil que les travaux par SFR de l'installation de la fibre continuent. Une demande de travaux sur l'ensemble de la commune a été faite pour 180 jours.

Boîte à Livres :

Une demande de boîte à livres a suscité l'engouement des habitants. Il n'existe pas de boîte commercialisée. Un appel aux bricoleurs est donc lancé.

Association Sportive :

M. Carré, président de l'Association Sportive, informe que les cours de Body Zen reprendront à la rentrée. Il sollicite Madame le Maire d'utiliser l'ancienne salle de classe ; celle-ci étant plus grande et donc plus conforme à respecter les distanciations physiques liées à la crise du COVID 19.

Après discussion, Madame le Maire et le conseil autorise l'utilisation de cette salle.

Alarme Incendie :

Le devis CHIRONI de 2019 sera à actualiser, afin de permettre de faire les travaux.

Porte de la chaufferie :

Mme Leroy demande à ce que la porte soit changée par une porte coupe-feu, comme l'a demandé la commission de sécurité.

M. Carré demande à vérifier la date d'installation de la chaudière avant de prévoir tout travaux.

Fuite d'eau au compteur extérieur au 21 Chemin du Soleil Levant :

La communauté de communes des Portes Euréliennes d'Ile de France gérant le réseau d'eau depuis le 1^{er} janvier, une demande d'intervention sera envoyée pour le 21 du chemin du Soleil Levant, ainsi que pour le compteur extérieur au 6 rue du Bourniquet. Les robinets de ces compteurs sont actuellement fermés.

Le secrétaire de séance

Le Maire

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mil vingt, le vingt-un septembre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, DECELLE Juliette, GELAIN Thomas, CHEVAUX Christophe

ABSENTS EXCUSÉS : GONCALVES LUCAS Cécile, LEGRAND Jean-Charles

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Maryse LEROY

Délibération n° 2020/46 : DEMANDE DE SUBVENTION DSIL POUR LES TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE, SECURITE INCENDIE DES BATIMENTS COMMUNAUX

Le Conseil Municipal approuve les travaux de mise en conformité et sécurité incendie des bâtiments communaux (mairie – salle polyvalente).

Il sollicite à cet effet une subvention au titre de la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) pour cette réalisation, pour un montant de 5 877.82 € **soit 80 % du coût du projet.**

L'échéancier prévisible de réalisation des travaux est le suivant : Novembre 2020

Montant de l'opération :	
Sécurité Incendie :	2 553.74 € HT
Conformité Electrique:	4 793.54 € HT
TOTAL TTC	8 816.74 € TTC

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	7 347.28 €
Subvention DSIL	5 877.82 €
Autofinancement	2 938.92 €
TOTAL TTC	8 816.74 €

Les travaux débuteront qu'après la réception de l'arrêté attributif de subvention.

Délibération n° 2020/47 : DEMANDE DE SUBVENTION DSIL POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ANCIENNE CLASSE (ISOLATION THERMIQUE) ET ACCES PMR

Le Conseil Municipal approuve les travaux de réhabilitation de l'ancienne classe (isolation thermique) et son accès PMR.

Il sollicite à cet effet une subvention au titre de la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) pour cette réalisation, pour un montant de 14 638.21 € **soit 80 % du coût du projet.**

L'échéancier prévisible de réalisation des travaux est le suivant : Novembre 2020

Montant de l'opération :	
Remplacement des fenêtres :	8 943.01 € HT
Accès PMR :	9 354.75 € HT
TOTAL TTC	21 957.31 € TTC

Le plan de financement s'établit comme suit :

Coût global H.T.	18 297.76 €
Subvention DSIL	14 638.21 €
Autofinancement	7 319.10 €
TOTAL TTC	21 957.31 €

Les travaux débuteront qu'après la réception de l'arrêté attributif de subvention.

Le secrétaire de séance

Le Maire

**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 19 OCTOBRE 2020**

L'an deux mil vingt, le dix-neuf octobre, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Maisons, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Madame BERNARDON Patricia, Maire.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs, BERNARDON Patricia, LEROY Maryse, FAGNON Christian, CARRÉ Hervé, GELAIN Thomas, GONCALVES LUCAS Cécile, CHEVAUX Christophe, LEGRAND Jean-Charles

ABSENTE EXCUSÉE : Juliette DECELLE (pouvoir à M. GELAIN Thomas)

SECRETAIRE DE SEANCE : Christian FAGNON

Une minute de silence est respectée en l'honneur de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie assassiné le 16/10/2020.

Délibération n° 2020/48 : REVERSEMENT DES RESULTATS DU BUDGET 2019 SERVICE DES EAUX A LA CCPEIDF

Les résultats du budget 2019 du Service des Eaux tels que votés en date du 2 mars 2020 par le Conseil Municipal de la mairie de Maisons, sont les suivants :

Excédent d'exploitation	36 942.79 €
Excédent d'investissement	2 453.39 €

Suite au transfert de la compétence eau et assainissement à la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France au 1^{er} janvier 2020, la commune de Maisons accepte le versement des résultats du budget du Service des Eaux à la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France, soit :

Excédent d'exploitation	36 942.79 €
Excédent d'investissement	2 453.39 €

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération ont été prévus au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Délibération n°2020/49 : AFFECTATION DU RESULTAT 2019 INCLUANT LES RESULTATS DU SERVICE DES EAUX 2019

L'affectation du résultat 2019 de la commune, incluant les résultats 2019 du Service des Eaux, est la suivante :

- 002 Recette Fonctionnement : 109236.92
- RAR en recette : 14148.00
- RAR en dépense : 34 192.16
- 001 Dépenses Investissement : 32894.04
- 1068 Recette Investissement : 52938.20

Délibération n°2020/50 : SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET EURE-ET-LOIR INGENIERIE POUR L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS D'URBANISME

Vu les dispositions de l'article L422-1 a) du code de l'urbanisme en vertu desquelles le Maire a compétence pour délivrer, au nom de la commune, les autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols,

Vu l'article L422-8 (dans sa version en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2015 suite à la loi n°2014-366 du 24 mars 2014) supprimant la mise à disposition gratuite des services d'instruction de l'Etat

notamment pour les communes compétentes en matière d'urbanisme appartenant à des établissements publics de coopération intercommunale de 10 000 habitants et plus,

Considérant que l'instruction des autorisations d'urbanisme nécessite pour la commune de s'entourer de moyens pour instruire les demandes et dossiers correspondants,

Considérant qu'en application des articles R410-5 et R423-15 du code de l'urbanisme, une commune, compétente en matière d'urbanisme, peut charger une agence départementale créée en application de l'article L.5511-1 du code général des collectivités territoriales, d'instruire les actes d'urbanisme relevant normalement de ses compétences,

Vu l'article R423-48 précisant les conditions de notification et les modalités d'échange électronique entre services instructeurs, pétitionnaire et autorité de délivrance

Considérant que Eure et Loir Ingénierie (ELI) a créé un service d'instruction des autorisations de droit des sols par délibération du Conseil d'administration du 1^{er} décembre 2014,

Considérant que pour des raisons tenant tant à la sécurité juridique des actes en question qu'au coût excessif que représenterait la création d'un tel service pour la commune, il convient de se rapprocher du service de l'ELI,

Considérant que les modalités de réalisation de l'instruction et de délivrance des autorisations d'urbanisme, ainsi que celles relatives au remboursement par la commune de la prestation doivent être définies par convention.

Madame le Maire propose au Conseil municipal,

- D'adhérer au service instruction des autorisations de droit des sols mis en place par Eure-Et-Loir Ingénierie et de lui confier à compter du 1er janvier 2021, l'instruction des autorisations relatives à l'occupation des sols ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à l'instruction des autorisations d'urbanisme avec l'ELI ;
- De prévoir les crédits nécessaires au remboursement des frais engagés par l'ELI pour la réalisation de cette prestation et d'autoriser Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- approuve l'adhésion au service instruction des autorisations de droit des sols de l'ELI,
- autorise Madame le Maire à signer la convention,
- prévoit les crédits nécessaires au remboursement des frais engagés par l'ELI pour la réalisation de cette prestation et autorise Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Délibération n° 2020/51 : CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE 2021-2024

Exposé de Patricia BERNARDON, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances, articles L.141-1 et suivants,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 modifié, pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux ;

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment l'article 25-II, autorisant le recours à la procédure concurrentielle avec négociation lorsque les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres,

Vu les délibérations du conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, n°2019-D-47 du 29 novembre 2019 autorisant le lancement d'une consultation pour la signature d'un nouveau contrat groupe, n°2020-D-04 du 03 juillet 2020 fixant le taux des frais de gestion à verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir par les collectivités et établissements adhérant au contrat groupe, et n°2020-D-05 du 03 juillet 2020 autorisant le Président à signer le marché négocié de service d'assurance statutaire,

Vu le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir du 22 juin 2020,

Le Maire rappelle que la commune de Maisons a mandaté par délibération n° 2020/03 le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir pour négocier en son nom un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge.

Le Maire expose que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir a communiqué à la commune de Maisons, les résultats du « petit marché » (collectivités euréliennes jusqu'à 29 agents CNRACL inclus), attribué à la compagnie CNP Assurances avec le courtier SOFAXIS :

Agents CNRACL	Taux Au 01/01/2021
pour la totalité des risques : décès, accident de service/maladie professionnelle, longue maladie, maladie de longue durée, maternité/paternité, maladie ordinaire	
Sans franchise en maladie ordinaire	6,89%
Franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	5,98%
Franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	5,67%
Franchise de 30 jours par arrêt en maladie ordinaire	5,25%

Ces taux sont garantis 3 ans, soit jusqu'au 31/12/2023.

Agents IRCANTEC	Taux Au 01/01/2021
Pour la totalité des risques : accident du travail/maladie professionnelle, grave maladie, maternité/paternité, maladie ordinaire	
Franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,20%
Franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire	1,05%

Ces taux sont garantis sur toute la durée du contrat, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, plusieurs services sont inclus dans le contrat proposé :

En matière de gestion :

- un délai de déclaration de 90 jours pour l'ensemble des risques ;
- le remboursement des prestations sous 2 jours ;
- des documents de gestion simplifiés et dématérialisés ;
- un interlocuteur unique ;
- le recours contre tiers responsable, par le courtier, en cas d'accident d'un agent assuré.

En matière de services :

- la production de statistiques et de comptes de résultats ;
- la prise en charge des contre-visites et expertises médicales pour les risques assurés ;
- des formations en lien avec la santé, l'hygiène et la sécurité ;
- un ensemble de programmes pour favoriser le maintien dans l'emploi et le retour à l'emploi.

Le conseil municipal doit se prononcer sur :

- l'opportunité d'adhérer au contrat groupe du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir ;
- le choix du type de personnel à assurer : agents relevant de la CNRACL et/ou de l'IRCANTEC ;
- la durée de la franchise en maladie ordinaire, le cas échéant, selon les options indiquées dans les tableaux ci-dessus ;

- l'assiette de cotisation qui est composée obligatoirement du traitement brut indiciaire (TBI) et de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et qui peut être complétée, au choix de la collectivité, du supplément familial de traitement *et/ou* du régime indemnitaire *et/ou* d'un pourcentage des charges patronales, entre 10 et 60% du TBI + NBI.

Le conseil municipal, **après** en avoir délibéré :

Prend acte des taux et des prestations négociés par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir, dans le cadre du contrat groupe statutaire.

Décide d'adhérer au contrat groupe à compter du 1^{er} janvier 2021 pour les catégories de personnels suivants :

- **Agents CNRACL** pour tous les risques, au taux de 6,89 % sans franchise.
La masse salariale assurée comprend obligatoirement le traitement brut indiciaire et la NBI.
En option, l'assiette de cotisation comprend également les charges patronales à raison de 10 % du TBI + NBI.

- **Agents IRCANTEC** pour tous les risques, au taux de 1,20 % avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire.
La masse salariale assurée comprend obligatoirement le traitement brut indiciaire et la NBI.
En option, l'assiette de cotisation comprend également les charges patronales à raison de 10 % du TBI + NBI.

Prend acte que la Collectivité adhérente devra verser au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Eure-et-Loir des frais de gestion annuels fixés à 0,11% de la masse salariale assurée.

Note que la Collectivité adhérente pourra quitter le contrat groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de quatre mois avant l'échéance annuelle.

Autorise le Maire, à signer le contrat d'assurance et tout document s'y rapportant.

Délibération n°2020/52 : DESIGNATION DES DELEGUES AU SIPSTA (modification)

Suite au vote du nouveau bureau du SIPSTA en date du 27/08/2020, M. Carré Hervé, désigné suppléant lors de la séance du 8 juin 2020 (délibération n°2020/20) s'est porté candidat et a été élu membre du bureau du SIPSTA. Cependant, seuls les membres titulaires peuvent être élus membre du bureau.

Mme le Maire, suite aux recommandations de la préfecture, demande à M. Chevaux (titulaire) et à M. Carré (suppléant) de modifier l'ordre du titulaire et du suppléant.

Après consultation des conseillers, les délégués du SIPSTA sont :

- M. CARRÉ Hervé : Titulaire
- M. CHEVAUX Christophe : Suppléant

Délibération n°2020/53 : ACTION SOCIALE 2020

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

L'action sociale pour les agents de la commune a été mise en place en 2015, après avis du Comité Technique et l'avis favorable du conseil municipal, sous la forme du dispositif FÉDÉBON 28 porté par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Eure et Loir.

Chaque année, la commune commande les bons d'achat suite à la délibération de 2015, soit 150 € au total et répartis entre les deux agents par moitié.

Cette année, Mme le Maire demande au conseil de revoir ce dispositif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de continuer avec le dispositif FEDEBON 28 pour les agents titulaires et non titulaires
- Autorise Madame le Maire à commander les bons d'achat FÉDÉBON 28 à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Eure et Loir.
- Décide que la dépense de l'action sociale pour l'année 2020 sera de 160 € au total et sera répartie entre les deux agents au prorata de leur temps de présence. Ce montant sera imputé sur le budget dans le compte 6470.

Délibération n°2020/54 : CHOIX DU PRESTATAIRE « MENAGE » POUR LA MAIRIE

Deux devis nous sont parvenus pour une prestation de 3 heures par mois (soit 1h30 tous les quinze jours) :

- La société L'Entretien pour un montant de 81.38 € ht
- La société MORIAH TELECOMS pour un montant de 70 € ht

Le Conseil Municipal à l'unanimité choisit la société L'Entretien qui privilégie l'emploi de personnel local.

Délibération n°2020/55 : CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR MATERIEL INFORMATIQUE POUR LA MAIRIE (SECRETARIAT)

Le matériel informatique du poste de secrétariat a été acheté en octobre 2011 sous Windows 7 et son utilisation devient problématique pour les nouveaux logiciels administratifs. Il convient donc de changer ce matériel.

Deux sociétés ont été consultées sur les mêmes bases :

- XERO LAB avec une solution en location sur 60 mois de 48,25 € ht et l'achat en investissement d'un NAS (système de sauvegarde direct) à 1329 € ht
- Sarl VRPI pour un montant total de 1637,89 € ht (y compris le système de sauvegarde direct)

Après délibération, le conseil municipal choisit à l'unanimité la solution de la société VRPI.

POINT SUR LES TRAVAUX EN COURS ET A VENIR

Délibération n°2020/56 : CHOIX DE LA SOCIETE POUR L'ELAGAGE D'ARBRES SUR LA COMMUNE

La prestation demandée à chaque société est la suivante :

- Elagage des tilleuls sur la place de l'église
- Elagage des érables Grande Rue
- Abattage du sapin dans le cimetière
- Abattage de bois morts dans le parc
- Abattage du cerisier dans le jardin du logement de la mairie
- Elagage des acacias autour de la mare

Cinq sociétés ont répondu à notre demande :

- BINET : 8400 €
- TOUT VERDI : 6570€ HT
- ARBRES ET ENVIRONNEMENT : 4 950 € ht
- MAHÉ PAYSAGE : 4 326 € ht
- JARDINS A PART : 4 320 € ht

Après délibération, le conseil municipal décide à l'unanimité de confier ces travaux à la société JARDINS A PART.

TRAVAUX VOLETS DE L'APPARTEMENT DU 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Plusieurs entreprises ont répondu à notre demande.

Le conseil municipal décide d'attendre les devis des entreprises de maçonnerie pour se prononcer. M. Hervé CARRÉ relance ces entreprises.

TRAVAUX DE PEINTURE DANS L'APPARTEMENT DU 12 CHEMIN DU SOLEIL LEVANT

Un seul devis de peinture nous est parvenu.

Pour rendre un avis définitif, le conseil municipal attend d'autres devis et également la possibilité de démolition d'un mur de la cuisine qui est en très mauvais état (présence de salpêtre). Un devis est demandé dans ce sens à des entreprises de maçonnerie.

DIVERS

Un compte rendu du procès de la personne ayant endommagé le rond-point et agressé un élu est donné par Mme le Maire.

Un administré demande la permission de réaliser un parterre paysager devant sa façade de maison sur le domaine public. Le conseil municipal accepte cette proposition.

Des pigeons sont en permanence sur le toit de l'église endommageant les tuiles en ardoise. Une demande de battue administrative sera faite.

Suite au relevé des compteurs d'eau, M. Fagnon a constaté que de nombreux compteurs sont à nettoyer et/ou à déterrer. Des courriers aux administrés concernés seront envoyés pour prendre en charge ce nettoyage avant la prochaine relève des compteurs.

INFORMATIONS DE Mme LE MAIRE :

- Il existe une possibilité d'informer en temps réel les administrés sur des circonstances particulières de météo, de coupure d'eau .....sur une application mobile : PANNEAU POCKET. Partenaire de l'AMRF, ce dispositif très facile d'utilisation et coûte 130 € TTC/an. Mme le maire demande aux membres du Conseil de réfléchir à ce dispositif
- Mme le maire informe le conseil sur l'obligation des collectivités de prendre en charge la formation des élus. Ce droit est ouvert à tous les élus percevant ou non une indemnité. Ils

accumulent 20 heures de droit de formation par année de mandat et ce, dès la date d'installation du nouveau conseil. Mme le maire demande donc aux conseillers de venir se renseigner sur les offres de formation

- Mme le maire informe que l'installation de la fibre optique est toujours en cours. Une réunion d'information, proposée par la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile de France, le mardi 20 octobre en présence du Syndicat Eure et Loir Numérique permettra de connaître les perspectives d'achèvement de la fibre optique sur la commune. Des travaux d'installation d'une armoire de fibre optique sont déjà prévus à partir du 16/11/2020.
- Réunion du 16/10/2020 en présence de M. Vigier sur la circulation importante de camions sur un axe Garancières en Beauce-Denonville.... Le Conseil Départemental (absent de cette réunion) est en négociation avec eux et le département de l'Essonne pour limiter les passages dans les villages.

Boîte à livre et peinture sur buse pour préparer les jardinières collectives

A l'initiative de conseillers municipaux, une boîte à livre (type réfrigérateur) et des jardinières vont être installées sur la place des jeux pour enfants. Une matinée (le 24/10/2020) devait être organisée pour customiser ce matériel (l'achat des peintures et pinceaux a été fait). Cependant, le décret n°2020-1262 du 16/10/2020 (dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire) prévoit que les rassemblements, réunions ou activités dans un lieu ouvert au public ou mettant en présence simultanément plus de 6 personnes sont interdits. **Cette matinée est donc reportée.**

COMPTE RENDU DES REUNIONS DES 18.09 et 01.10 AVEC LES PEPS 28 ET LA CCPEIDF

Mme Leroy, 1^{ère} adjointe fait partie de la commission enfance jeunesse au sein de la Communauté de Communes. Dans ce contexte, elle a donc assisté aux réunions qui ont permis de faire un point sur la Délégation de Service Public (DSP) détenue par l'association PEP 28 pour le compte de la CC. Dans le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes (CCBA), il existe 129 assistantes maternelles, qui peuvent être reçues au sein du Relais Assistantes Maternelles (RAM) Pour plus d'information sur les accueils proposés aux 0-3ans, se rendre sur le site des portes euréliennes d'Ile de France (porteseureliennesidf.fr)

- ACCUEILS PERISCOLAIRES ET ACCUEILS DE LOISIRS :
- L'accueil périscolaire pour les enfants scolarisés se fait le matin et le soir et également sous forme d'accueil de loisirs (ALSH) le mercredi toute la journée et pendant les vacances scolaires. Une forte diminution des effectifs sur le mercredi est constatée du fait du retour à la semaine de 4 jours. Les parents se sont organisés pour garder leurs enfants et les inscrire dans

des activités extérieures. Un projet d'inscription à la demi-journée est à l'étude. Cet accueil ALSH pour les enfants de Maisons se fait soit à Chatenay soit à Aunay sous Auneau.

- Les effectifs pour les vacances scolaires sont assez importants.
  - L'Espace Jeunes pour les adolescents connaît un fort désaveu. Les séjours quant à eux sont toujours prisés.
  - L'accueil Périscolaire de Denonville : l'achat d'une machine à laver (suite au COVID) a été acté.
  - 82 enfants sont inscrits, cela représente environ 40 enfants par jour
Pour plus d'information sur les accueils périscolaires et de loisirs (03 – 11 ans) se rendre sur le site : lespep28.org.
- ANALYSE FINANCIERE
Le coût du COVID est estimé à 1 million d'euros sur l'ensemble.

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU SISDMMM DU 16/10/2020

Un point a été fait par Mme Leroy 1^{ère} vice-présidente du SISDMMM, concernant la pause méridienne au sein du regroupement scolaire.

120 élèves sont inscrits à la cantine, une moyenne de 100 repas est servie par jour. Cette augmentation des effectifs a conduit à l'embauche d'une personne supplémentaire au sein du syndicat (6 heures par semaine) et une augmentation du coût du repas de 0.25 € (soit 4,70 € le repas pour les parents sur un coût de revient réel au SIS de 6.71 €).

Des incivilités sont constatées pendant ce temps de restauration et lors de la récréation. Il est prévu la mise en place d'activités et de jeux de société ou autres (cerceaux, plots...). Ces achats seront pris en charge par l'Association des Parents d'Elèves (APE) et le syndicat scolaire.

Le règlement intérieur sera aussi appliqué plus strictement (avertissements, exclusion).

Le secrétaire de séance

Le Maire